1,5 € - N°91 26 sept. 2019

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Retraites, licenciements, climat...

construisons la mobilisation !

NPA

Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

à

L'Anticapitaliste

L'HEBDO

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités…

C'est pourquoi le nombre d'abonné·e·s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

LE MENSUEL

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom:_____ Prénom:_____

Apt, Esc, Bat : _____

N°:_____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo *L'Anticapitaliste*	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

Dans les syndicats p.4-5
- Union Départementale CGT : un congrès inédit… et une opposition renforcée pour préparer la suite
- Motion présentée à la CE de l'UD

Migrants et soutiens en lutte p.6-8
- Mobilisation des réfugiés expulsés à Bordeaux
- Témoignage de C. migrante réfugiée
- Cynisme et provocation
- Interview de Camille et Pauline, militantes, membres du CMB
- Après les expulsions, le bidonville… et ensuite ?

Dans la Santé p.9
- Urgences, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !
- Elsan externalise, un plan de licenciements qui ne dit pas son nom
- La corde au coût

Nos vies, pas leurs profits p.10-11
- Ford Blanquefort même pas mort !
- Education : rentrée pourrie et ras-le-bol de la précarité !
- La Poste : du mal-être à la révolte ?

Gilets jaunes p.12
- On est encore là !
- Gilets jaunes et violences… policières

Dans la jeunesse p.13
- La jeunesse militante fait sa rentrée
- Grève internationale pour le climat

Politique locale p.14
- Aux municipales, portons ensemble la contestation du monde du travail et de la jeunesse
- Bordeaux-Métropole, la «mobilité» ou les profits ?

Leur société p.15
- Gens du voyage : un terrain, c'est un droit !
- Non aux pesticides !
- Y en a assez, assez, de cette société

Fête du NPA33 p.16
- *« Il suffira d'un gilet », film du Collectif René Vautier, réalisé par Aurélien Blondeau et Valério Maggi*

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau

23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

Retraites, licenciements, climat... Construisons la mobilisation !

Le 13 septembre, les salariés de la RATP montraient la voie de la riposte contre le plan de casse des retraites du gouvernement. Par son ampleur, leur grève est un encouragement pour toutes et tous, et la perspective, sous la pression des grévistes, d'une grève reconductible à partir de début décembre, a commencé à changer la donne. Ce mois de septembre marque le début d'une nouvelle phase de la mobilisation, malgré l'éparpillement organisé par les confédérations syndicales.

Les luttes en cours, RATP, Urgences, poursuite du mouvement des Gilets Jaunes, luttes contre les licenciements, comme celle qui s'est déroulée à Bordeaux samedi 21 à l'initiative de la CGT Ford, sont un encouragement à prendre nos affaires en main, à surmonter nos différences catégorielles, et surtout les divisions et la passivité des directions syndicales.

Macron cherche à intimider et gagner du temps

Macron et ses donneurs d'ordre craignent la convergence des colères, de la révolte. Ils tentent d'intimider par la répression policière dans les manifestations, celle des travailleurs combattifs et des militants dans les entreprises. Ils intensifient leur propagande contre le monde du travail, les prétendus « privilèges » des régimes spéciaux, alors que sont révélées les frasques de leurs amis Ferrand, Balkany et autres ! Quant au prétendu débat sur l'immigration que relance Macron, dans les pas de Le Pen, c'est une nouvelle campagne contre les immigrés, pour tenter de diviser les classes populaires, les opprimé.e.s.

Macron et Philippe cherchent à gagner du temps sur les retraites en repoussant le vote au Parlement à après les municipales… Ils nous promettent une nouvelle version du grand débat, un nouveau round de négociations avec les directions syndicales, du moins celles qui accepteront d'être complices, dans le piège du « *dialogue social* ».

Un ras-le-bol global

Qui peut encore croire à leur baratin, alors que les inégalités ne cessent de se creuser, que les dividendes versés aux actionnaires du CAC40 viennent de battre de nouveaux records, tandis que la Santé, l'Education sont asphyxiées faute de budgets, que les services publics dans leur ensemble sont progressivement démantelés…

L'offensive brutale contre les retraites, qui vise l'ensemble du monde du travail, du public comme du privé, jusqu'aux libéraux, n'est qu'un des éléments d'une politique au service exclusif des grands actionnaires de la finance et de l'industrie, d'un système en faillite qui ne se maintient qu'en intensifiant l'exploitation et en ravageant la planète.

Nous mobiliser pour refuser de payer, défendre une autre perspective politique

Seules nos mobilisations permettront de stopper cette fuite en avant destructrice.

Nous donner les moyens d'inverser le rapport des forces exige que nous regroupions nos forces, que nous pensions nos diverses grèves et mobilisations comme partie prenante d'un même combat, global, politique, contestant le pouvoir des classes dominantes et de leurs serviteurs. Il suppose que nous opposions à leur programme de destruction sociale notre propre programme, prendre sur les profits pour répondre aux urgences sociales, aux besoins collectifs.

Les mobilisations en cours et à venir tout comme les prochaines élections municipales seront autant d'occasions de porter ces idées et d'en discuter démocratiquement, d'organiser une riposte à la hauteur des enjeux.

Cette discussion sera bien évidemment au cœur des débats à la fête du NPA33, samedi 12 octobre.

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

Union Départementale CGT

Un congrès inédit... et une opposition renforcée pour préparer la suite

La contestation a bien bousculé le ronron du congrès de l'UD CGT Gironde qui s'est tenu à la mi-septembre. Il faut dire que la direction départementale n'avait pas jugé bon de modifier sur le fond ses textes de bilan et d'orientation pour prendre en compte les bouleversements provoqués par les luttes actuelles et le mouvement des Gilets jaunes… Et pas une seule séance du congrès n'a été consacrée pleinement à cette discussion… qui s'est imposée depuis la salle.

Au fil des années, le sentiment que la direction sortante est déconnectée des besoins des travailleurs s'est grandement renforcé parmi les militants. Il s'était déjà exprimé dans les précédents congrès, mais pour la première fois, une équipe militante, dont nous -militants du NPA- faisions partie, a porté devant le congrès une orientation alternative pour ceux qui veulent lutter et construire la convergence des luttes.

Dialogue social, convergence des luttes, Ford…

Le texte ramenait les Gilets jaunes au « *tous pourris* » et au « *dégagisme* », sans se demander pourquoi cette mobilisation a été méfiante vis-à-vis des syndicats… alors que nombre de militants syndicaux s'y sont engagés. Sans se demander non plus en quoi elle a fait évoluer la situation sociale et politique, notamment en affrontant directement le pouvoir pour lui imposer ses revendications, au lieu d'attendre quoi que ce soit de pseudo-négociations dans les salons ministériels.

La contradiction entre la pratique du dialogue social au moment où le capital impose une offensive sans précédent et le discours pour construire les luttes a été critiquée dans de nombreuses interventions. Par exemple, sur la question des retraites, le tract imprimé par l'UD pour appeler à la manif du 24 n'exigeait pas le retrait du plan Delevoye, préférant avancer les « *propositions* » de la CGT. Et il n'y était pas question non plus de la construction d'un mouvement d'ensemble… Plusieurs interventions de la salle ont amené le congrès à adopter une déclaration plus offensive.

La position de l'UD sur la lutte des Ford est significative aussi de sa défiance vis-à-vis de tout ce qui lui échappe. L'UD ne s'est pas associée à la manifestation du 21 septembre de convergence contre les licenciements et toutes les suppressions d'emplois dans le privé et le public organisée par la CGT Ford et de nombreuses autres organisations (voir article page 10)… sous prétexte de division et de priorité pour la manifestation pour la paix organisée le même jour !

Quant à la convergence des luttes, le mot d'ordre « dans la ligne » était de dire « *la convergence, bien sûr, mais ça commence chacun dans sa boite, sinon il n'y a pas de lutte* »… Imparable ! Comme si pour construire la convergence, on n'avait pas besoin d'une orientation qui l'affirme comme un objectif, une priorité. Comme si le rôle d'une UD n'était pas de l'organiser, par des AG, des rencontres militantes, pour la construire…

Finalement, ce bilan de la direction sortante a été largement sanctionné par les congressistes. Le bilan d'activité a été contesté par 12,08% de votes (899 mandats) contre et 9,05% d'abstention. Les abstentions ont été un peu moins nombreuses sur le document d'orientation (4,72%) mais les contre un peu plus élevés (12,69%, 1089 mandats).

Une autre orientation porteuse d'avenir… et un déni de démocratie

L'expression de cette contestation a été renforcée par l'équipe qui s'est donné les moyens de proposer une autre orientation au congrès.

Des camarades élus de la précédente Commission Exécutive de l'UD ont été à l'initiative de regrouper des équipes syndicales favorables à la convergence, dont les liens se sont renforcés depuis des années, à travers les mouvements des retraites, contre la loi travail, au sein des Gilets jaunes, avec les Ford…

Ces équipes étaient d'accord qu'il ne s'agissait pas de se limiter à une dénonciation du bureau de l'UD sortant, mais qu'il fallait proposer des pistes pour une autre orientation. Ces débats ont abouti à une motion (voir page ci-contre) pour porter les problèmes du lien entre la CGT et les Gilets jaunes, du dialogue social, de la politique des « projets industriels », du souverainisme, des relations entre le syndicat et les travailleurs pendant les luttes. Elle portait aussi le problème du fonctionnement démocratique de cette UD où tout est décidé par le bureau.

Cette motion a été présentée à la CE de l'UD le 6 septembre, après avoir déjà été adoptée par neufs syndicats, en demandant qu'elle soit portée à la connaissance des autres syndicats du département. Elle portait aussi des candidatures pour la CE de l'UD. Elle avait été aussi défendue dans d'autres syndicats sans qu'elle y soit adoptée.

La CE de l'UD a refusé de diffuser la motion. Qu'à cela ne tienne, les équipes militantes signataires l'ont faite circuler et sept autres syndicats l'ont adoptée avant le congrès.

Pendant le congrès, les délégués porteurs de cette motion l'ont faite connaitre par leurs interventions et en la diffusant auprès de tous les congressistes. Ils ont demandé qu'elle soit mise au vote, une demande partagée par plusieurs congressistes.

Le bureau du congrès a refusé mais a quand même dû demander au congrès de se prononcer : 99 délégués l'ont suivi, mais 46 autres, presqu'un tiers, ont voulu que la démocratie soit respectée (8 se sont abstenus).

La tension s'est accrue au moment du vote de la nouvelle Commission exécutive de l'UD. La commission des candidatures a présenté une liste de 36 noms, en expliquant qu'elle avait écarté les neuf candidats de la motion… dans la mesure où ils portaient une orientation contradictoire ! Neuf militants écartés pour délit d'opinion, alors qu'ils étaient présentés par leurs syndicats, soit environ 1000 voix de syndiqués sur les 9000 du congrès. Une vingtaine d'interventions se sont succédé, bien au-delà des porteurs de la motion, pour s'opposer à cette décision. Les candidats rejetés ont maintenu leurs candidatures et des syndicats les ont rajoutés sur la liste présentée par la commission. Le vote a validé la proposition de la commission : 75% des congressistes ont voté pour la liste entière de la commission, écartant ainsi tous les défenseurs de la motion. A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore le nombre de voix obtenus par les camarades, le dépouillement ayant eu lieu... à huis clos !

La direction de l'UD a fait le choix délétère de s'enfermer elle-même, de se couper davantage encore de la contestation montante.

L'avenir est du côté d'une orientation démocratique, pour la lutte, pour la convergence… et l'équipe qui s'est constituée est bien décidée à continuer.

Correspondant-e-s NPA militant-e-s à la CGT

Document - Motion présentée à la CE de l'UD 33 le 6 septembre : Une nouvelle orientation pour construire la convergence des luttes

Un congrès est un moment de débat dans la perspective d'une amélioration de notre syndicalisme. Cette contribution apporte des éléments pour discuter d'une orientation de nos luttes.

Le document d'orientation proposé par l'UD n'est pas en phase avec la réalité que vivent les travailleur.euse.s.

L'offensive est massive : gel des salaires, licenciements, casse de la fonction publique, attaques contre les chômeurs et les retraités, expulsions des migrants, exonération pour les plus riches, répression contre les manifestants et les militants syndicaux…

Pour construire un syndicalisme utile, il faut être en phase avec les préoccupations des travailleur.euse.s. Il est nécessaire de construire une politique de convergence des luttes, à partir des luttes telles qu'elles sont. Les possibilités sont là : mouvement des GJ, luttes dans les entreprises, mobilisation dans la santé, féminisme contestataire, lutte des jeunes pour le climat, solidarité avec les migrants […] démontrent la capacité des gens à s'engager collectivement pour contester la politique globale du patronat, de l'Etat et de la finance.

Des salariés, des militants syndicaux vont aux manifestations ou expriment leur solidarité face à la répression, mais l'UD comme la confédération restent en dehors du mouvement sans appel à se joindre aux manifestations du samedi, séparant même les cortèges comme lors du 1er mai.

Le dialogue social a montré son inefficacité depuis des années. La relance de « l'industrie nationale » est un mirage véhiculé par les populistes et les souverainistes et pas seulement d'extrême droite. De même, la réindustrialisation du pays, prônée par l'UD, est un leurre… comme si le Medef allait suivre les recommandations de la CGT.

Notre seule issue est notre capacité à regrouper des camarades des différents secteurs, à construire des initiatives, dans les entreprises et en dehors à partir des mobilisations en cours. C'est une condition nécessaire à la construction du rapport de force global, de l'affrontement contre gouvernement et patrons. Ce n'est pas boite par boite que doit s'organiser la défense. La convergence des luttes n'est pas la simple addition de luttes entreprise par entreprise. Nos structures doivent se mettre au service des mobilisations, en respectant leurs cadres démocratiques, pour construire la convergence des luttes. La grève générale ne se décrète pas, elle se prépare en ayant une politique pour la construire.

Il ne suffit pas de se répéter les mêmes formules. Nous devons véhiculer la conviction que les salariés ne pourront compter que sur eux-mêmes. Dans les mouvements en cours, ils prennent leurs luttes en main, discutent, décident et n'attendent pas qu'on le fasse à leur place.

La démocratie doit aussi irriguer l'UD : en étant attentif aux situations en cours, en suscitant les débats au sein de la CE, en organisant des AG de militants régulières. Au lieu de penser que certains auraient des leçons à donner et vouloir imposer des directives descendantes, il nous faut créer plus d'échanges, plus de cadres collectifs, qui permettent de s'enrichir et de garder une unité, vu les attaques en cours.

La volonté de la CGT de rester 1er syndicat en accentuant la syndicalisation n'est pas la réponse que les salariés et les militants exigent. Il s'agit d'ouvrir avec humilité des perspectives dans ce contexte de rapport de force dégradé. Adaptons notre syndicalisme en associant tous celles et ceux qui sont en lutte, pour construire une expérience partagée et reconstruire du collectif.

C'est cette orientation que nous souhaiterions débattre en toute transparence avec l'ensemble des camarades lors de ce congrès et c'est sur cette base qu'une équipe de camarades sera constituée afin d'être candidate à la nouvelle CE de l'UD. En effet, il devient vital que les choses changent dans le fonctionnement de l'UD et dans sa direction. Cela passe forcément par une direction ouverte qui soit représentative des diverses opinions de l'organisation syndicale.

Nous mettons ce texte à signature auprès des syndicats de Gironde.

Premiers syndicats signataires :

CGT Ford ; CGT Territoriaux Cobas ; CGT Clinique Bordeaux Nord ; CGT Educ' Action ; CGT Caisse des Dépôts ; CGT Territoriaux Opéra ; CGT Monnaie de Pessac ; CGT Fondation Roux ; CGT Enseignement Privé ; CGT Territoriaux Haute-Gironde ; CGT Territoriaux Blanquefort ; CGT Territoriaux Le Bouscat ; CGT Carsat Aquitaine ; CGT Territoriaux de Cestas ; CGT Territoriaux de Bruges ; CGT Territoriaux de Pessac

Mobilisation des réfugiés expulsés à Bordeaux

« Un toit et des papiers pour tous ! »

Une mobilisation inédite de migrants est née cet été à Bordeaux. La nouvelle préfète, Buccio, est venue poursuivre à Bordeaux la politique menée à Calais où elle a, entre autres, atteint des records de placement d'enfants en centres de rétention.

Mi-juillet, elle a fait expulser des centaines de personnes de squats, dont celui de Saint-Médard d'une centaine de personnes qui avaient trouvé refuge dans des maisons désaffectées où étaient jusqu'à peu logés des personnels de Safran, ce que SUD-Safran a dénoncé. Depuis ces expulsions en rafale, un grand bidonville s'est constitué à Bordeaux-Lac..

Parmi les personnes expulsées, beaucoup viennent d'Afrique, pour certains sans-papiers, d'autres en demande d'asile ou régularisés, parmi eux des familles, des personnes malades.

Un mouvement inédit…

Il y avait déjà eu à Bordeaux des mouvements en solidarité avec des réfugiés, sahraouis ou kurdes par exemple. Mais cette fois, la lutte a pris une ampleur inédite.

Elargie par les migrants avec l'aide de militants dont nous sommes, cette lutte a pris un contenu politique.

Cela a commencé le 15 juillet avec l'occupation du hall de la Bourse du travail, en plein cœur de Bordeaux, propriété de la ville et siège de la CGT, par une poignée de migrants et de soutiens, membres d'assos et collectifs de squatteurs et d'aide aux migrants (Ovale citoyen, Médecins du monde…), de la CNT et de la CGT.

Après hésitation, l'UD CGT a appelé le lendemain à un rassemblement initié par les soutiens pour interpeller la Préfecture qui a répondu « *qu'héberger des sans-logis à la Bourse constituait un appel d'air* » et qu'elle continuerait à évacuer d'autres squats, ce qu'elle a fait.

…politique et démocratique

Les soutiens ont alors convoqué des rassemblements avec des AG à la Bourse réunissant environ 60 personnes en plein mois de juillet. Elles ont rassemblé, de la façon la plus démocratique possible, des migrants et des soutiens, allant du milieu libertaire, révolutionnaire et syndical investi dans la solidarité concrète jusqu'à des associations à la recherche de solutions essentiellement institutionnelles, telle aussi l'UD CGT avec les élus du PC s'adressant aux élus LREM, à la mairie de Bordeaux, etc.

Nous étions le seul parti présent dans les AG, participant, avec d'autres militants et les migrants eux-mêmes, à porter la question politique, entre autre à travers les rédactions de communiqués. Un communiqué exigeant de la Préfecture et de l'État un hébergement décent tout de suite, le respect de la loi de réquisition des logements vides et donc, des logements pérennes avec du personnel, la liberté de circulation et d'installation et la régularisation des sans-papiers a été signé par une quarantaine de collectifs et orgas dont le NPA, le PC, des équipes syndicales CGT, Sud et CNT.

Les migrants ont de leur côté fait le leur dénonçant « l*a politique étrangère française en Afrique et ailleurs qui fait que tant de personnes se retrouvent aujourd'hui dans cette situation d'immigration. Nous fuyons nos pays pour des raisons politiques et économiques dont la politique française est aujourd'hui responsable.* »

Fin juillet, sous la pression de la mobilisation, la Préfecture a proposé un hébergement provisoire aux 80 occupants de la Bourse, qui l'ont quittée. Des solutions insatisfaisantes. Dans l'urgence, l'Athénée libertaire (lieu culturel et militant fermé pour l'été) a mis à disposition la journée son local. Un Collectif des Migrants de Bordeaux (CMB) s'est constitué qui a participé à la gestion du lieu, contribué à servir des centaines de repas tout en continuant à dénoncer leur situation, lors de différentes initiatives dont une soirée à Darwin en soutien aux réfugiés, le 28 aout, qui a rassemblé 1500 personnes.

L'Athénée libertaire a dû cesser d'être lieu de vie le 31 août pour reprendre ses activités. A ce jour, la mairie, la métropole, les différents pouvoirs publics n'ont toujours pas proposé de solution collective, malgré les promesses et déclarations ! Beaucoup d'autres migrants sont arrivés… Les soutiens et le CMB continuent donc à se réunir et à agir.

Le 17 septembre, 200 personnes se sont à nouveau rassemblées devant la mairie. Le problème est sur la place.

De plus en plus de personnes mobilisées, migrantes ou non, comprennent que si la solidarité humanitaire est indispensable, les solutions de fond impliquent de s'affronter au pouvoir et aux politiques contre l'ensemble des travailleurs de ce pays et d'ailleurs.

Chloé et Mónica

A la Bourse du travail

Témoignage de C. migrante réfugiée à Bordeaux

A 33 : Comment es-tu arrivée ici ?

C : C'est une longue histoire ! Ce que j'ai subi, nous sommes tant, trop de femmes africaines à l'avoir vécu ! J'ai dû fuir mon pays et demander l'asile en France.

Âgée d'un peu moins de 17 ans, j'ai dû quitter le lycée, vendue par mes parents à mon futur mari âgé de 38 ans, en échange d'une dot dont ma famille avait besoin… Je vivais prisonnière de cet homme violent et me suis donc enfuie.

C'est ma mère qui m'a suppliée de revenir au foyer conjugal pour que ma famille ne soit pas rejetée par la communauté. Mais je n'avais pas choisi cet homme, ni d'avoir un enfant avec lui. C'est pourquoi, avec l'aide d'une amie, j'ai pu prendre des pilules contraceptives en cachette. Quand il l'a découvert après des années de vaines tentatives pour me « rendre fertile », il est entré dans une colère noire. J'ai dû renoncer à la contraception et suis tombée enceinte. Au moment d'accoucher, j'ai demandé à ne pas être excisée. Mon mari, furieux, m'a à nouveau violemment frappée. Mais j'ai pu accoucher comme je voulais.

Comme je ne pouvais rester avec lui, avec la complicité de proches, j'ai réussi à faire garder mon enfant loin de son père, en changeant souvent de ville pour le fuir et pouvoir travailler.

Cela n'a pas été simple. J'ai d'abord été victime d'une promesse d'emploi et de logement dans un autre pays d'Afrique qui s'est avéré être entraîneuse dans un bar. Avec encore de l'aide, j'ai pu retourner dans mon pays, bien décidée à quitter l'Afrique pour un avenir meilleur pour mon enfant et moi.

En travaillant et en me formant sur le tas, j'ai amassé un petit pécule pour me payer le voyage en France où je suis arrivée seule dans l'immense ville de Paris puis Bordeaux, où j'ai été à la rue avant de trouver un hébergement d'urgence et finir par demander l'asile.

A 33 : Et aujourd'hui ?

C : C'est au SAMU social que quelqu'un m'a guidée vers l'Athénée libertaire. Lorsqu'on est hébergé par le 115 (durant 15 jours renouvelables une fois), on ne peut rejoindre son hébergement que le soir. En tant que demandeur d'asile, impossible de travailler ou de se former…

C'est donc à l'Athénée libertaire, lieu d'accueil militant ouvert le jour, que j'ai rencontré d'autres migrant-e-s, qu'on a pu prendre en main nos repas, organiser des réunions avec les militants qui nous soutiennent, rédiger des communiqués de presse dénonçant notre situation et nous rendant visibles.

Ce qui est commencé doit être terminé. Il faut continuer à nous mêler de nos affaires tous ensemble. Nous ne devons pas retourner dans l'ombre chacun-e de son côté.

Propos recueillis par Mónica

Cynisme et provocation

Alexandra Siarri, l'adjointe LR à l'action sociale du maire de Bordeaux, par ailleurs conseillère régionale, a manifestement un sens poussé de l'humour… Alors que la mairie de Bordeaux et l'ensemble de la Métropole affichent leur incurie, elle déclarait dans *Libération* le 19 septembre : « *l'Athénée libertaire est un symptôme et un symbole de quelque chose qui s'organise de façon souterraine et constante, en permanente ascension […] On a aussi découvert de nouveaux acteurs - les collectifs de citoyens - qui s'expriment beaucoup plus clairement politiquement et qui mettent le doigt sur des dysfonctionnements devenus structurels […] globalement, l'Etat, malgré l'immensité des moyens qu'il met, n'arrive pas à faire face à la prise en charge de publics fragiles. La gestion de l'urgence dans l'urgence n'est définitivement plus tenable* ».

No comment…

Migrants et soutiens en lutte

Interview de Camille et Pauline, militantes en soutien de la lutte des personnes migrantes, membres du CMB

Anticapitalistes 33 : Comment vous êtes-vous engagées en tant que soutiens des migrants après les expulsions ?

Camille : C'est par les réseaux sociaux que nous avons appris les expulsions et de suite, il nous est apparu évident d'aller apporter du soutien nécessaire juste en bas de chez nous ! On a demandé s'il y avait besoin d'aide, et comme c'était le cas, on est resté, retourné le lendemain et encore après.

Pauline : Au tout début, cette aide n'avait pas vocation forcément à durer, c'était une réponse matérielle d'urgence. Mais rapidement, beaucoup de soutiens comme nous ont considéré que ce n'était pas de l'« humanitaire » uniquement qu'il fallait faire, mais bien de la politique.

A33 : Quelle est la place des soutiens dans une lutte politique des migrants ?

C. Pour faire de la politique sans limiter notre action dans des contours humanitaires, il a fallu aider les personnes migrantes à s'auto organiser. On leur offre par exemple des clés pour comprendre comment fonctionne la France. Sans les soutiens, la lutte n'est pas possible, mais notre rôle est en quelque sorte de rester en toile de fond et ce sont eux qui doivent être au premier plan.

P. L'aide que l'on apporte, qu'elle soit matérielle ou non comme peler des patates, animer la page Facebook, proposer des services de santé dont de santé sexuelle (avec le Planning familial), est une aide qui mène à faire de la politique.

Cependant, nous ne sommes pas neutres non plus dans cette lutte. Par exemple, face aux problèmes de racismes entre les personnes, ou encore les inégalités entre diplômés et non diplômés. Notre rôle est donc d'affirmer des principes internationalistes, antiracistes, antisexistes et antihomophobie forts, de dire « *on marche tous ensemble ou on ne marche pas du tout* ».

A 33 : Quelles difficultés a rencontrées l'auto organisation des migrants ?

P. Il y a eu des difficultés liées aux horaires. Le temps de la politique n'est pas forcément celui du foyer ou du squat (pour ceux qui ne dorment pas dans la rue). Difficile pour certains, vu la précarité de leur vie, de choisir entre manger et se réunir. Du coup, on a eu l'idée d'offrir de la nourriture durant la réunion et maintenant ça marche super bien !

C. Une autre difficulté également est qu'on s'est senti seuls car cette lutte n'a pas été relayée par les partis et les syndicats (même si certains de leurs membres sont venus individuellement). Heureusement, cela a été contrebalancé par le fort soutien d'individus seuls ou d'associations.

P. Une des plus grosses difficultés enfin aujourd'hui, c'est qu'on n'a plus de lieu. Le lieu d'accueil de jour est absolument central pour organiser la lutte parce que c'est là qu'on s'éduque, qu'on discute, qu'on maintient et créé les liens de solidarité. Aujourd'hui, la situation est en suspens même si depuis début septembre, on continue de faire vivre le CMB plutôt bien.

A 33 : Où en est la situation aujourd'hui ?

C. Au niveau collectif, on peut voir qu'au fur et à mesure, les personnes migrantes ont pris de plus en plus de responsabilités dans cet accueil (pour la gestion de la cuisine, des services etc.). Pour nous, c'était important qu'elles soient en décision du lieu. Favoriser cette dynamique, c'est leur permettre ensuite de se sentir légitimes pour assumer d'autres tâches, notamment politiques.

Aujourd'hui, alors qu'il n'y a plus de lieu d'accueil, des réunions sont organisées par les migrants eux-mêmes, sans les soutiens, et c'est ça qu'on voulait !

Propos recueillis par Chloé

.

Après les expulsions, le bidonville... et ensuite ?

En juillet, lorsque les expulsions ont été menées par la nouvelle Préfète (celle-là même qui a démantelé Calais), aucune solution de relogement n'a été proposée. Par conséquent, des centaines de personnes ont été grossir le bidonville qui est à Bordeaux-Lac aujourd'hui. La situation sur place est dramatique : des familles entières (souvent syriennes mais pas que) vivent dans des habitats de fortune, de nombreux enfants sont présents sur ce site, certains âgés d'à peine quelques mois.

Fin août, des agents de la Préfecture étaient venus annoncer aux habitants qu'ils seraient expulsés bientôt en raison de l'université de LREM qui devrait se tenir à quelques kilomètres de là.

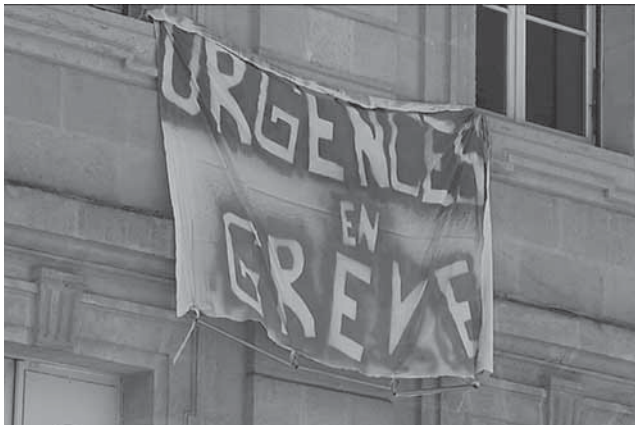
Finalement, les expulsions n'ont pas eu lieu mais aucune solution digne n'a été offerte à ces personnes. Médecin Sans Frontière et le CMB se battent pour qu'il y ait au moins des douches et des services de base dans cet endroit mais tout en considérant, bien entendu, que cette situation ne doit pas devenir permanente.

Chloé

Urgences
C'est tous ensemble qu'il faut lutter !

La lutte des Urgences, qui dure depuis plus de 6 mois touche aujourd'hui plus de 250 services. Elle a mis en lumière le délabrement du système de santé et les conséquences d'années d'austérité dans les hôpitaux, les suppressions massives de lits, de services… Une situation intenable pour tous les personnels de santé, les usagers, les familles !

La ministre répond par le mépris, 750 millions d'euros, une somme dérisoire et dont la moitié devrait être consacrée à un nouveau « service d'accès aux soins » (SAS) dont le premier objectif serait de… réduire de 43 % le nombre de malades qui vont aux urgences ! Une provocation qui ne peut que renforcer la colère des personnels et la détermination de ceux qui sont entrés en lutte. Dimanche 22 septembre, quelques jours avant une nouvelle grève nationale, des médecins chefs de services hospitaliers dénonçaient dans une lettre ouverte dans la presse, aux côtés de 2300 autres médecins et soignants : « *un point de rupture est franchi. La sécurité n'est plus assurée* ».



Le collectif national Inter-urgences, qui regroupe les services d'urgence en lutte, appelle l'ensemble des personnels hospitaliers, de tous services et professions, à rejoindre le mouvement et à une journée nationale de grève le 26 septembre pour exiger ensemble l'arrêt des fermetures de lits, des embauches massives, la stagiairisation des précaires et une augmentation de salaire de 300 euros pour toutes et tous !

Les urgences seules ont commencé à faire reculer Buzyn mais leur lutte et leurs revendications sont celles de tous les travailleurs de la santé. Il est urgent d'exiger que la santé, comme tous les services publics, passe avant les profits !

Isabelle Ufferte

Elsan externalise
Un plan de licenciements qui ne dit pas son nom

Le groupe de cliniques privées Elsan, qui emploie 23 000 salariés et compte 123 établissements en France (dont l'hôpital privé Saint-Martin à Pessac et la clinique Jean Villar à Bruges) a annoncé l'externalisation de ses services de comptabilité des achats et des ventes vers le groupe international d'audit et de conseil, Grant et Thornton.

Sur les 478 emplois concernés, il n'en resterait que 60 dans le groupe. Cela concerne 3 ou 4 salariés par établissement et Elsan espère les licencier à bas bruit.

Les salariés craignent que cette vague soit la première d'une longue série concernant les métiers administratifs et de supports (facturation, PMSI, paie, service RH…).

Elsan affiche pourtant un chiffre d'affaires de 2 milliards en 2017 en augmentation de près de 50 % entre 2016 et 2017.

Dans la plupart des cliniques et de plus en plus d'hôpitaux, les ASH, les salariés de la restauration, des services techniques sont déjà sous-traités avec des conventions collectives et des salaires moins favorables que ceux des soignants.

Pour les patrons et les ministres, dans la santé publique comme privée, le mot d'ordre est partout le même : faire avec le moins de personnel possible !

Isabelle Larroquet

La corde au coût

Face à la grève inédite qui dure depuis plus de 6 mois, la ministre prétend répondre par 250 millions par an sur 3 ans. Cela correspond à 0,3 % du budget des hôpitaux !

A titre de comparaison, cet été, le gouvernement a dépensé 36,4 millions en 4 jours pour le G7 à Biarritz pour une poignée de chefs d'Etat et leurs compagnes, payés par les contribuables.

Autre comparaison : pour le seul 2ème trimestre de 2019, les actionnaires des entreprises françaises du CAC40 viennent d'empocher 51 milliards de dollars de dividendes (+3,1% de progression par rapport à 2018) !

Comme quoi, des moyens il y en a ! Mais ce n'est ni en prenant sur ces profits, ni en rétablissant l'I.S.F (qui rapportait 5 milliards d'euros avant que Macron ne le supprime) que le gouvernement entend financer son plan « urgence », mais en prenant sur le budget de la santé en dépouillant d'autres besoins…

Nos vies, pas leurs profits

Ford Blanquefort même pas mort !

C'était l'intitulé du concert de soutien donné le 21 septembre dans une salle de Mérignac. La salle était comble pour entendre des artistes musiciens, humoristes et aussi notre camarade Philippe Poutou dénonçant les licenciements à Ford comme ailleurs, dans le public comme dans le privé, et la précarité. Mettant en avant la nécessité de lutter ensemble salariés en gilets jaune ou rouge, exploités, en col bleu ou blanc…

Le matin même l'exemple était donné avec une manifestation à l'appel de la CGT Ford et d'autres sections CGT, Solidaires 33, FSU 33, d'associations, du collectif Urgence Hôpital St André, de plusieurs groupes de gilets jaune, des partis politiques (NPA, LFI, Ensemble33, PG, LO, UCL).

Nous étions 700 environ, une manifestation bruyante, colorée, revendicative, clairement anticapitaliste, contre les suppressions d'emplois, pour la défense des services publics contre les politiques antisociales dans la santé, la retraite, etc.

Visiblement une manifestation qui n'était pas du goût de la direction de l'UD CGT de Gironde qui n'a pas fait suivre le tract d'appel à la manifestation, se contentant d'appeler à soutenir la CGT Ford par un rassemblement. Pas question visiblement, de manifester pour eux.

Ceci-dit les militants de la CGT ont pu le constater lors du congrès de l'UD où nous étions 8 de Ford sur les trois jours. La question d'un participant qui demandait pourquoi le tract d'appel à la manifestation du 21 n'avait pas été diffusé par l'UD « *à cause des gauchistes ?* » est restée sans réponse. Il n'y avait que de bonnes

paroles : « *il y a la manifestation du 24 qui est unitaire pour la retraite* »… « *il faut construire le rapport de force entreprise par entreprise* », « *il faut faire des propositions industrielles*… ». Bien des participants ont trouvé cela consternant. Des interventions ont dénoncé le fait que ce sont les patrons et ceux qui les servent qui décident, que le dialogue social se résume à ne discuter que de ce que veulent ce même gouvernement et les patrons. Que l'ampleur des attaques contre les « conquis » sociaux méritent une réponse globale et unitaire comme en est l'expression la lutte des gilets jaunes. Toutes ces questions sont restées sans réponse.

Quant à nous salariés, les courriers de licenciements arrivent, nous annonçant que notre préavis commence le 1er octobre pour deux mois, après c'est le reclassement possible avant le chômage. Du côté de la lutte juridique, sans surprise, la justice confirme son « incompétence ». En effet pas question de remettre en question les lois mises en place pour permettre aux patrons de licencier sans risque et à moindre coût. De fait, rien ne peut arrêter les licenciements maintenant. Bien sûr la CGT Ford continue cette lutte juridique et se pourvoit en cassation. Nous irons aussi devant les prud'hommes pour obtenir réparation, mais nous serons au chômage pour la plupart ou à la retraite dans le meilleur des cas.

De son côté, la direction de Ford continue sa politique de destruction. Les machines qui intéressent la FMC sont parties à Cologne pour une part, d'autres vont partir en Espagne et les restes sont vendus aux collectivités locales, le dépeçage bat son plein ! Gouvernement et collectivités locales sont tous complices de cette destruction et attendent les millions d'euros que fait miroiter la FMC pour «revitaliser » le bassin d'emplois.

Une situation révoltante ! Autant de raisons de lutter pour changer le monde, clairement nos vies valent plus que les profits.

Eric Lafargue

Education : Rentrée pourrie

Contrairement à ce que voudrait laisser croire Blanquer, la rentrée scolaire n'est ni apaisée, ni satisfaisante. Les sureffectifs dans les classes ont justifié plusieurs jours de grève dans quelques lycées, dont Elie Faure à Lormont. Dans des écoles, des postes n'étaient pas pourvus dans les premiers jours à cause des cafouillages administratifs, ou à cause des suppressions de postes, comme à l'école du Burck à Mérignac qui a été occupée par les parents. De plus en plus de postes de profs sont occupés par des collègues contractuels sous-payés, parce que les places ouvertes aux concours sont en baisse. Et puis, avec les réformes des lycées et lycées pro, c'est la surcharge de travail pour mettre en route les nouveaux programmes, réorganiser le travail, etc.

A la dégradation qui s'accentue chaque année, s'ajoute cette année un nombre conséquent d'Assistants de vie scolaire (auprès des élèves en situation de handicap) non encore recrutés… faute de budget débloqué par l'Etat.

300 nouveaux élèves en Gironde doivent bénéficier d'un-e AVS mais nombre d'entre eux, dans les écoles ou les collèges ont fait

La Poste : du mal-être à la révolte ?

Jeudi 12 septembre, France 2 diffusait un reportage, « L*a Poste sous tension* » qui mettait les projecteurs sur le mal-être quotidien des postiers, principalement des facteurs. Le grand public y découvrait que la direction de l'entreprise, s'appuyant sur la baisse du trafic du courrier, mène une politique managériale agressive.

Dans les bureaux la pression permanente…

Les tournées des facteurs sont supprimées ou rallongées, les bureaux sont réorganisés tous les 18 mois ou 24 mois, ce qui ne laisse jamais le temps aux facteurs de trouver leurs marques. Et ces décisions sont prises sur la base d'un logiciel qui ne tient pas compte des conditions réelles des tournées, dont la plupart sont infaisables en pratique. Résultat, des milliers de courriers s'entassent dans les bureaux, comme dans celui de Meriadeck en ce moment, conséquence directe de la dernière réorganisation.

La situation dans les bureaux est d'autant plus tendue que la répression s'accentue contre ceux qui contestent. Révocation et licenciement de Yann et Gaël, militants SUD et NPA du 92, sanctions ou tentatives de sanctions en cours contre des syndicalistes dans le 13, le 78, ou dernièrement contre 5 syndicalistes dans le cadre d'une grève dans le Nord, sans compter les pressions quotidiennes…

Cette logique d'écrasement des salariés de la part de la direction conduit à une multiplication dramatique des suicides ou tentatives de suicide, que la direction tente de couvrir par leurs conseillers en communication comme le dévoilait le reportage de France 2.

Dans les centres de tri, la pression aussi…

En amont des tournées et des bureaux de poste, dans les centres de tri, la situation n'est pas meilleure. À la Plateforme Industrielle de Courrier de Cestas, où travaillent plus de 350 agents, c'est près d'une centaine d'entre nous qui sont atteints d'inaptitude partielle de travail ou d'arrêts maladies (TMS entre autres) en permanence. En cause, les rythmes imposés, la manutention, la pression pour atteindre les chiffres de production, etc.

De plus, comme nous l'avions évoqué dans cette revue, la nouvelle machine qui sera utilisée uniquement par la sous-traitance est en train d'être montée. Cette décision de la direction, de confier une nouvelle production à une filiale (qui la confiera elle-même à des intérimaires), dans un contexte où la baisse du courrier provoque des inquiétudes parmi les collègues, ne peut apparaître que comme du mépris. D'autant plus méprisable que la direction justifie cette sous-traitance en disant que les emplois « postiers » coûtent trop cher ! On aimerait bien coûter trop cher, mais avec en moyenne un salaire de 1300 €, on n'en a pas l'impression. Ce que veut la direction, c'est surtout multiplier les types de contrats, jusqu'à faire la concurrence entre les plus précaires. À coté des intérimaires de La Poste, il y aura donc des intérimaires Viapost (la sous-traitance), qui seraient encore moins bien payés que les premiers...

C'est toujours ce mépris qui se retrouve dans la décision unilatérale de la direction de nous imposer pour les congés le système des jours ouvrables (30 jours de congés, obligation de poser le samedi). Or, à cause du planning de production qui nous est imposé par la direction, ce système nous imposera de poser parfois jusqu'à 7 jours de congés pour prendre une semaine. Pire, ce même planning de production prévoit des dépassements de 35 heures qui nous sont rendus en jours de repos. Mais avec ce système nous devrons également les compter comme des jours travaillés s'ils tombent dans des semaines de congés, c'est-à-dire les payer doublement !

Pour faire avaler la pilule, la direction propose une prime exceptionnelle de 450 € bruts bordée de conditions qui excluent des dizaines, voire des centaines d'agents. Pour réussir son dialogue social, le directeur fait du chantage : une version moins avantageuse si les syndicats ne signent pas, une version plus avantageuse si les syndicats signent. Mais devant tout ce mépris, bien des collègues refusent de rentrer dans ce chantage. Non seulement le directeur n'aura sans doute pas ces signatures des syndicats mais, espérons-le, il subira également la colère des agents.

Dans les bureaux, les guichets, les centres de tri colis ou courrier on subit tous le même mépris de la boîte et de l'encadrement. Il est temps que ça cesse, que les colères s'unifient et qu'elles explosent.

Correspondant

et ras-le-bol de la précarité !

leur rentrée seuls, dans des classes aux effectifs chargés, laissant les établissements et les enseignants en grande difficulté et les laissant eux-mêmes sans réponse à leurs besoins particuliers. Quelques AVS ont signé un ordre de mission sans contrat, d'autres attendent le déblocage d'enveloppes, sans que personne ne sache s'il s'agit d'une question de jours, de semaines ou… de mois. Des collègues AVS à qui l'administration avait promis une augmentation de leur temps de travail restent à 20 h par semaine pour 613 € s'ils ont un contrat de droit public.

L'administration continue de faire travailler des collègues sous contrats ultra-précaires, sans formation suffisante, pour intégrer à l'école les enfants en situation de handicap. Un scandale qu'elle n'a manifestement pas l'intention de faire évoluer et qui ne trouvera de solution (métier pérenne, embauche à temps plein dans la fonction publique, formation adaptée…) que par nos seules luttes, AVS, enseignants et parents.

Christine Héraud

Gilets jaunes

On est encore là !

Le Collectif syndicats-Gilets jaunes de la Presqu'île-Rive droite s'est réuni dès la rentrée avec une dizaine de participants des syndicats CGT et FSU et 3 représentants des gilets jaunes d'Izon, Sainte-Eulalie, Saint-Vincent et Libourne. Des actions ont été organisées tout l'été par les gilets jaunes, dont la fête autour du marché citoyen de Saint-Macaire en juillet ou une rencontre citoyenne à Langon qui a réuni plusieurs centaines de personnes. Plusieurs « ronds-points » se sont coordonnés pour l'organisation d'actions et de rencontres citoyennes.

Samedi 14, les GJ de Libourne organisaient un « village jaune » avec ceux de l'A63, Coutras, Izon et Saint Macaire et une manifestation qui a regroupé près de 180 personnes. Une nouvelle occasion de renforcer les liens, de discuter...

Malgré la répression, Macron n'a pas réussi à faire taire la révolte, à étouffer un mouvement qui continue de vivre, et doit maintenant trouver des perspectives, en lien avec les salariés des entreprises. Les discussions qui ont traversé le mouvement se poursuivent (démocratie, quelle autre société que le capitalisme…) et au collectif rive droite, syndicalistes et gilets jaunes discutent de la nécessité de la convergence, de regrouper les forces contre Macron et son monde. Le collectif a décidé d'appeler à participer à la manif des Ford, de soutenir l'initiative de convergence à la suite avec les gilets jaunes.

Christine Héraud.

Gilets jaunes et violences... policières

Tout l'été, des Gilets jaunes ont maintenu le feu de la contestation en étant toujours au moins quelques dizaines dans les rues de Bordeaux le samedi, en attendant des jours meilleurs !

Le 7 septembre pour l'Acte 43 de la rentrée, nous étions plus de 400, heureux de nous retrouver et à nous dire « *ça fait du bien* », « *ça nous manquait* »… ce qu'il est assez inhabituel d'entendre lors d'une rentrée ! Un autre groupe a bien essayé d'approcher l'Université d'été du gouvernement à Bordeaux-Lac, mais il était déclaré zone interdite aux manifestations. Au point que descendant du tram dans ce secteur, un homme a été verbalisé à 135 euros pour avoir eu un gilet jaune dans son sac !

Sur Bordeaux, il y avait des forces de police très importantes et très tendues interdisant d'aller dans le centre ville dès le départ et il a fallu bien des détours pour y arriver tout de même.

Ce qui a donné lieu à un long face à face houleux cours Victor Hugo à l'angle de la rue Ste Catherine. Farid, en première ligne dans toutes les manifs avec son fauteuil, a été gazé de façon particulièrement choquante et gratuite, de près, en plein visage, calmement, par un CRS tandis qu'un autre a ensuite poussé le fauteuil d'un coup de pied. Une scène filmée qui a largement été visionnée et a provoqué un réel dégoût autant qu'une immense colère ! Au mois de mars à Toulouse, une même scène avait eu lieu contre un manifestant lui aussi en fauteuil, gazé en pleine figure.

Alors que maintenant tout est filmé, diffusé sur internet, pour que ces flics crapuleux se conduisent ainsi, il faut qu'ils se sentent autorisés et couverts d'avance pour le faire sans crainte de quoi que ce soit.

Ce même samedi, au même endroit, un jeune de 23 ans a été arrêté pour avoir jeté un œuf. Après le week-end en garde à vue il a été jugé en comparution immédiate le lundi pour « *dissimulation de son visage et violence avec arme par destination (un œuf !)* » et condamné à 3 mois de prison ferme, sans incarcération immédiate tout de même.

Dimanche 22 septembre, à l'appel des « Mutilés pour l'exemple », dont Antoine Boudinet, 200 personnes ont encore manifesté dans la colère et la dignité contre la violence de l'Etat et de sa police.

Jacques Raimbaud

Début juillet, Castaner décorait plus de 9000 flics ayant participé à la répression des Gilets jaunes, dont certains impliqués dans des violences policières.

La jeunesse militante fait sa rentrée

Ce mercredi 18 Septembre, le NPA Jeunes de la fédération de Bordeaux a organisé sa réunion de rentrée, de quoi lancer l'année universitaire pour les jeunes militants anticapitalistes. La réunion était centrée sur l'écologie et la réforme des retraites, et plus globalement sur l'avenir et la société qui nous sont réservés, et comment changer ce monde pour que l'humanité toute entière puisse y vivre, sans exploitation du capitalisme sur l'humain ni sur la nature.

Depuis l'année dernière, on voit une jeunesse qui sort massivement dans la rue préoccupée par la catastrophe écologique. Que ce soit sur les universités mais notamment dans les lycées, on voit émerger toute une politisation sur les questions climatiques, qui remet en cause le système comme à travers le slogan « *Changeons le système, pas le climat !* ».

La réunion comptabilisait une trentaine de jeunes, dont un certain nombre de nouvelles têtes venues découvrir le NPA Jeunes, ce qu'on a à dire et à proposer, ainsi qu'une quinzaine de plus habitués à nos échéances.

Nous avons centré notre atelier sur la question « *Quel avenir pour la jeunesse ?* » à laquelle nous avons donné quelques éléments de réponse, à partir des définitions de la situation politique de plus en plus tendue au niveau international, accompagnée de la période de luttes qui s'ouvre comme en France avec les Gilets Jaunes et la jeunesse aujourd'hui préoccupée par l'écologie.

On a alors abordé la critique du capitalisme, de son irrationalité, des illusions qu'ils sèment, puis de ses fausses solutions aux problèmes climatiques avec son " greenwashing ", qu'il n'y a pas de solutions possibles par le marché mais que le combat pour la préservation de notre éco-système n'est pas perdu d'avance, pour lutter contre le fatalisme défaitiste touchant de plus en plus de jeunes sur la question de l'écologie. Nous avons aussi désigné les réels responsables du carnage de la nature, qui pour nous ne sont ni les travailleurs, qui ne peuvent pas acheter Bio, ni les Gilets Jaunes qui prennent leur voiture pour aller travailler : ce sont bel et bien les capitalistes et l'Etat à leur service, et dont nous n'avons rien à attendre, puisqu'il est soumis au patronat, au service des lobbys, votant des lois allant à l'encontre de l'écologie. Concernant les retraites, notre discours se veut être offensif sur la nécessité que la jeunesse doive se mobiliser contre cette réforme d'austérité déguisée, qui baissera toujours plus les futures retraites des travailleurs, les pensions des retraités, et celle des jeunes aujourd'hui, mais aussi contre la logique d'ouverture à la capitalisation de nos retraites, contre les mensonges du gouvernement sur le fait que cette réforme soit égalitaire alors qu'elle nivelle par le bas.

Devant le constat de l'urgence de s'organiser collectivement, autour d'une stratégie commune sur les problèmes écologique et social, nous avons abordé la nécessité de créer un plus grand parti, le grand parti des révolutionnaires pour l'émancipation de toute la classe laborieuse, de toute la jeunesse. Dire haut et fort que la révolution est possible, et même qu'elle est inévitable pour la survie de l'espèce humaine, de notre écosystème et pour un futur meilleur pour tous.

Sacha

Grève internationale pour le climat

Ce sont donc environ 1500 personnes, à majorité lycéenne et étudiante, qui ont foulé le pavé des rues de Bordeaux lors de ce 20 septembre, journée de grève mondiale pour le climat.

La manifestation, dans laquelle la jeunesse a répondu présent notamment suite à l'appel de *Youth For Climate Bordeaux*, était très dynamique et très chaleureuse avec de nombreux slogans contre la destruction de la planète et très progressistes tels que : « *Les petits pas ça fonctionne pas ! Révolution on n'a pas le choix !* » qui exprime cette radicalité en construction dans la jeunesse.

Cette journée de manifestation, symptôme d'une reprise de la mobilisation de la jeunesse sur les questions environnementales, est une des nombreuses dates qui jalonnent le mois de septembre et témoigne de la nouvelle période de lutte importante qui s'est ouverte notamment autour du mouvement des Gilets Jaunes. En ce sens, et contre la tentative des directions syndicales de contenir le mouvement et empêcher sa généralisation, notamment par l'éparpillement des dates, il est urgent d'unir toutes les forces en présence dans une bataille d'ensemble.

Julien

Politique locale

Aux municipales, portons ensemble la contestation du monde du travail et de la jeunesse !

En mars prochain auront lieu les élections municipales. Dans toutes les communes où nous le pourrons, nous voulons contribuer à y porter la révolte, la contestation qui s'expriment depuis des mois dans les mobilisations. Cela ne peut se faire qu'en toute indépendance des partis qui se partagent le pouvoir depuis des années tant nationalement que localement et nous expliquent tous qu'on ne peut rien contre les catastrophes qu'engendre le capitalisme !

Les mobilisations des Gilets jaunes, des urgentistes, des enseignants, des parents d'élèves, des postiers, des étudiants et lycéens, des Fords, de la RATP montrent le chemin : prendre nous-mêmes nos affaires en main, nous organiser, nous coordonner, faire vivre la démocratie, une démocratie directe dans nos quartiers, sur nos lieux de travail, dans les luttes, dans toute la société.

Les régressions que nous subissons ne sont pas le fruit d'une fatalité, de lois économiques auxquelles on ne pourrait échapper. Les responsables sont connus : un système économique qui permet à une minorité de parasites de s'accaparer toujours plus des richesses produites par notre travail et des gouvernements et politiciens à leur service qui manient mensonges et matraques pour tenter de nous faire accepter notre sort.

Les partis de droite comme de gauche qui se sont relayés au gouvernement, ensemble ou séparément, et qui co-gèrent localement des municipalités ou métropoles, des départements, des régions… voudraient aujourd'hui se refaire une virginité politique. Macron et LREM, comme Le Pen et le RN espèrent eux prospérer sur la faillite des premiers… et rivalisent de démagogie pour mieux tenter de nous diviser, en particulier contre les immigrés.

Face à eux, nous voulons aider au rassemblement du monde du travail autour des exigences économiques, démocratiques, écologiques portées par les luttes des travailleur.se.s et de la jeunesse et dans le mouvement des Gilets jaunes. Nous voulons porter un programme de lutte pour l'augmentation des salaires, des pensions et minimas sociaux, l'interdiction des licenciements, des créations massives de postes dans la Santé, l'Éducation, les services publics, pour l'égalité entre les hommes et les femmes, entre français et immigrés, la lutte contre toutes les discriminations…

Nous sommes bien conscients qu'un tel programme dépasse le cadre municipal. Mais il ne peut y avoir d'action municipale en faveur des classes populaires sans porter la contestation du capitalisme, de la domination de la finance, en posant la question du contrôle démocratique de l'économie et de la société par les travailleur.se.s et les classes populaires.

C'est ce que nous proposons de porter ensemble dans toutes les communes où il sera possible de constituer des listes. Et là où nous aurons des élus, nous continuerons à le porter dans les conseils municipaux, comme le font aujourd'hui nos élues à Cenon et Lormont, en toute indépendance des majorités comme des oppositions en place.

Pour cela, nous nous adressons à celles et ceux qui ont été et sont actrices et acteurs des mobilisations, qui en ont été solidaires, tous ceux qui combattent contre les drames qu'engendre le capitalisme. (1)

Des réunions sont d'ores et déjà prévues sur Bordeaux, Pessac, Cenon, Lormont… nous envisageons également de construire des listes à Mérignac, Blanquefort… Plus nous serons, plus nous pourrons porter cette voix largement, alors contactez-nous si vous souhaitez vous joindre à nous, parlez-en autour de vous !

D.M.

(1) Sur cette base, nous avons engagé cet été des discussions avec Lutte Ouvrière, toujours en cours à l'heure où nous écrivons.

Bordeaux-Métropole,

Réseau de transports en commun insuffisant, tram saturé, rocade figée, envahie par les camions… dans et autour la Métropole bordelaise, c'est bien connu, se déplacer est une galère quotidienne pour des dizaines de milliers de personnes.

Le problème fait régulièrement l'objet de déclarations diverses. Ainsi, le 9 septembre, Patrick Bobet, le remplaçant de Juppé à la présidence de la Métropole, ressortait des cartons le projet d'un métro, « *pertinent et réalisable* », mais qui coûterait plus d'un milliard d'euros ; il évoquait aussi, en alternative au « grand contournement » qui refait également surface, la construction d'une liaison autoroutière entre Mussidan (A89) et Langon (A63 et A65), sensée soulager la rocade d'une partie du trafic par camion.

La Chambre de commerce et d'industrie a aussi tiré la sonnette d'alarme (*Sud-Ouest* du 16-09) : « *baisse d'activité, pertes de marchés, embauches difficiles* », les bouchons auraient un impact de plus en plus lourd sur les affaires… Personne ne s'étonne bien évidemment que ce soit la santé de leurs affaires qui les préoccupe et pas celle de leurs salariés qui perdent tous les jours des heures à stresser dans les gaz d'échappement, tout comme celle des familles qui vivent en bordure de rocade et des enfants de certaines écoles limitrophes.

Les patrons ont des idées pour améliorer la situation : construire le fameux grand contournement, augmenter le nombre de TER, mettre en place un RER métropolitain… au frais de la collectivité bien évidemment… Mais les causes de la crise de la « mobilité » ne sont pas techniques. Elles sont à chercher dans le fonctionnement d'une société où tout est soumis à la loi du profit et de la

Gens du voyage : un terrain, c'est un droit !

Après les Rives d'Arcins au printemps, l'Hypermarché Carrefour de Libourne vient d'installer des portiques « hors gabarit » sur son parking. Ces portiques qui fleurissent dans tout le pays sont installés par l'entreprise MBPS du Val de Marne qui a inventé le système et pour qui l'affaire est rentable avec une progression de 10 % par an. Il s'agit de maîtriser l'accès de véhicules hauts, ce qui veut dire sans le dire empêcher l'accès des caravanes des gens du voyage.

Comme si le problème c'était les gens du voyage qui cherchent où stationner, et pas le fait que l'Etat et les collectivités n'appliquent pas la loi qui oblige les communes de plus de 5000 habitants à installer des aires d'accueil ! Au mieux, souvent, les terrains prévus existent mais sont inadaptés pour plusieurs raisons (trop petits, insalubres, mal situés…) ne correspondant pas au besoin pour une vie digne et ne laissent d'autre choix aux voyageurs que de s'installer illégalement où ils peuvent.

Au pire, le plus souvent, il n'y a pas de terrain (moins de 50 %) et par des enrochements, des tranchées, des terrains défoncés…, les villes mettent en place des moyens pour empêcher les caravanes de s'installer.

L'imagination et les moyens sont sans limites, comme pour empêcher les sans domiciles de se poser dans les centres villes et à une plus grande échelle par les Etats aux frontières en construisant des murs de barbelés ou de béton.

J.R

Non aux pesticides !

« *N'ayez pas l'écologie timide ! Nous devons êtres jugés sur des actes* ». Ainsi parla Prune Poirson, l'écologiste du gouvernement, lors du « campus » de LERM à Bordeaux.

Pour cette politique écologique audacieuse (!), le gouvernement a lancé une consultation publique de 3 semaines sur les pesticides en proposant d'instaurer des distances de sécurité de 5 à 10 m entre les zones de pulvérisation et les habitations. Cela fait penser aux frontières qui devaient arrêter les nuages radioactifs de Tchernobyl !

L'Anses, Agence nationale de sécurité sanitaire, explique que « *compte tenu de l'influence de nombreux paramètres sur les expositions des personnes et des profils toxicologiques variés de produits utilisés, il n'est pas possible d'indiquer sur une base scientifique des mesures pertinentes de portées générales* ».

Il y en a un ici qui a trouvé une solution, efficace et radicale, c'est le négociant en vin Benoit Calvé qui dit sans rire dans une tribune de *Sud Ouest* : « *Il faut interdire de construire près des vignes* » ! Ben voyons !

La seule solution au problème sera de se passer de ces produits toxiques pour tous et toutes, les viticulteurs en premier d'ailleurs. Un choix de société vraiment écologiste et donc forcément anticapitaliste !

J.R.

Y en a assez, assez, de cette société…

Le Secours Populaire a présenté sa campagne « Pauvreté précarité » qui montre sans surprise une forte aggravation de la situation en Gironde comme dans le reste du pays.

En 2018, ce sont 17 065 personnes qui se sont adressées à l'association en Gironde, en hausse de 5% sur l'année. Sur le département, 200 000 personnes survivent sous le seuil de pauvreté à 1015 euros par mois dont 43 000 rien qu'à Bordeaux.

La plus forte progression de l'aide a été pour les jeunes majeurs, en hausse de 55 % en un an, et pour les seniors, 16 % de plus. Enfin, les enfants représentent 42 % des bénéficiaires de cette solidarité.

Les expulsions de cet été ont encore aggravé les problèmes car elles ont « *déstructuré un réseau solidaire et ont perturbé l'équilibre du suivi* » dit Pascale Courriou du Secours Populaire.

J.R.

la « mobilité » ou les profits ?

concurrence, une société que l'accumulation des contradictions finit par conduire au blocage, économique comme physique, sans oublier la dégradation de l'environnement.

Si les travailleurs ont de plus en plus de mal à joindre leurs lieux de travail, c'est que se loger dans la métropole coûte de plus en plus cher, les contraignant à se loger de plus en plus loin. Cela alors qu'à l'affût du moindre avantage offert par telle ou telle collectivité locale, les entreprises s'implantent à l'écart de tout moyen de transport collectif, parfois à des dizaines de kilomètres des lieux de vie, pour s'étonner ensuite de leurs difficultés à recruter, tel l'entrepôt Lidl à Cestas – Pot-au-Pin. Quant aux colonnes de camions, elles ont pour cause première l'anarchie de la production capitaliste qui, pour des profits supplémentaire, n'hésite pas à faire faire des milliers de kilomètres à des marchandises qui pourraient être fabriquées bien plus près. C'est pourquoi les solutions envisagées aussi bien par les dirigeants des collectivités locales que par les patrons dans le but de satisfaire leurs intérêts immédiats, ne peuvent que retarder les échéances, déplacer les problèmes et les aggraver.

Mettre un coup d'arrêt à cette fuite en avant, c'est mettre la priorité sur l'intérêt collectif, à commencer par le développement, en urgence, de moyens de transport en commun adaptés, suffisants et gratuits. Quant au financement, c'est dans la poche des patrons qu'il faut prendre, en commençant par supprimer les aides en tout genre qui leur sont servies par les collectivités locales. Mais cela, il nous faudra l'imposer par notre mobilisation.

Daniel Minvielle

FÊTE du NPA 33 à CENON

samedi 12 octobre - 11h/23h

salle Victor Hugo - 88 cours Victor Hugo - Tram A arrêt Jaurès - Bus 27 arrêt Hugo

11h – ouverture de la fête

11h30 – Débat : Contre les frontières et le capitalisme, solidarité avec les migrants du monde entier
avec des interventions de camarades engagés dans les luttes de solidarité avec les migrants

13h30 – Gérard Delteil présentera son dernier roman *Les écoeurés*
ce sera l'occasion d'une discussion sur la mobilisation des Gilets jaunes

15h – Débat : Construire la riposte au coeur des mobilisations comme sur le terrain politique
animé par des camarades du NPA 33

16h30 - Débat : Grèves pour le climat : pourquoi l'écologie doit-elle être anticapitaliste et révolutionnaire ?
animé par des camarades du comité jeunes du NPA 33

pendant la fête
les chansons de Nadia

17h – lecture théâtralisée de textes parus dans
Ford Blanquefort - Même pas mort

21h – projection-débat Il suffira d'un gilet

18h – allocution de Philippe Poutou

Expositions politiques

Il y a trente ans, novembre 1989, la chute du mur de Berlin : «Fin de l'histoire» ou nouvelle étape dans la mondialisation ? (NPA 33)

Migrants, sans papiers, prolétaires de tous pays : Solidarité internationale face à la barbarie du capitalisme (NPA 33)

Flora Tristan (AssoPourquoiPas)

Pendant toute la fête... librairie - animations - musique - restauration - buvette - Banquet le soir – inscrivez-vous !

« *Il suffira d'un gilet* »

Un film du *Collectif René Vautier*,
réalisé par Aurélien Blondeau & Valerio Maggi

A travers ce film militant, les réalisateurs ont voulu répondre aux mensonges de la presse et du gouvernement, en montrant la réalité du mouvement des Gilets jaunes.

Des premiers blocages de rocades et de péages d'autoroute à Rennes en novembre 2018 jusqu'aux débats de l'« *Assemblée des assemblées* » de Saint-Nazaire en avril 2019, le film nous plonge, au fil des mois, dans les diverses actions et les débats qui ont traversé ce mouvement inédit.

Filmé à hauteur d'hommes et de femmes, des gilets jaunes y expriment leur colère face à une vie de misère, leur fierté de s'être rendu visible avec leur gilet et d'avoir osé, souvent pour la première fois, redresser la tête. De ces nombreux portraits ressortent la joie et le bonheur de partager sa colère et de construire des liens de solidarité pour agir collectivement mais aussi la détermination, la dignité et la solidarité face aux violences policières pour soutenir et aider les victimes et leur famille.

Des manifestations festives de Morlaix jusqu'aux violences policières sur les Champs Élysées, des occupations de ronds-points jusqu'à la « *réquisition* » d'un hangar transformé en « *maison du peuple* », ce documentaire montre aussi comment les consciences évoluent à travers la lutte, la confrontation avec le pouvoir et le débat permanent jusqu'à l'organisation des « *Assemblées des assemblées* » à Commercy et Saint Nazaire. De cette démocratie directe, inédite se dégage une volonté de réfléchir et de discuter de quels modes d'action pour élargir le mouvement, faire converger les colères pour gagner… ce qui, pour certains, veut désormais dire le renversement du capitalisme… « *Quand tous les pauvres s'y mettront* » comme le dit la chanson de la Commune reprise en chœur à la fin du film.

Un film à voir, à l'occasion de la fête du NPA33, le samedi 12 octobre à 21h, en présence du réalisateur, Aurélien Blondeau…

Bruno Bajou